

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 11 (1870), p. 109-111

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1870__11__109_0

© Société de statistique de Paris, 1870, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS.

I.

Procès-verbal de la séance du 5 février 1870.

Le 5 février 1870, la Société de statistique de Paris s'est réunie sous la présidence de M. Passy.

Le procès-verbal est lu et adopté.

MM. Becquerel, publiciste à Amiens, Jacob, Maurice, Isidore, Mayer et Cerf Lehmann, commissionnaires à Paris, dont la candidature a été présentée dans la séance précédente, sont nommés membres titulaires de la Société.

M. le secrétaire fait hommage à la Société, au nom de l'auteur, M. O'Ryan, de Madrid, d'un opuscule en espagnol, ayant pour titre : *De la Division naturelle des éléments de la richesse publique.*

M. Legoyt donne lecture d'un mémoire sur le commerce de la France en 1868. Cette lecture amène les observations ci-après :

M. le président fait remarquer qu'en ce qui concerne les accroissements respectifs des importations et des exportations, les rapports centésimaux ont peu d'intérêt, ces rapports se rapportant à des valeurs d'inégale grandeur.

M. Legoyt répond que, partageant, sur ce point, l'opinion de l'honorable M. Passy, il a indiqué à la fois les accroissements absolus et centésimaux.

M. le docteur Juglar exprime l'avis que les documents officiels sur la valeur des produits importés temporairement en franchise pour recevoir un supplément de main-d'œuvre et être réexportés, ne méritent qu'une très-faible confiance, les chiffres de détail ne concordant pas avec les totaux. Cela est vrai notamment pour l'importation des fontes et fers.

M. Couillet critique les décrets du 9 janvier 1870, qui ont substitué l'identique à l'équivalent pour l'importation temporaire en franchise des fontes et fers, et supprimé cette importation pour les tissus de coton. Il estime que ces décrets sont de nature à apporter, dans des industries considérables, une perturbation profonde. La pensée attribuée au Gouvernement de vouloir sauver l'industrie de la fabrication du fer au charbon de bois lui paraît chimérique. Cette industrie était fatalement condamnée à mourir, avant les traités de commerce, par le simple fait de la concurrence des fers au coke. M. Couillet connaît une usine qui, par l'emploi de ce combustible, et à l'aide d'un procédé qui le dépouille de certaines matières nuisibles à la qualité du produit, fabrique, en quantités considérables, des fers de qualité excellente, qui vont, jusqu'à Saint-Dizier, faire concurrence à ceux de la Haute-Marne.

M. Couillet prend la défense du trafic des acquits à caution; il les considère comme l'unique moyen de faire profiter nos usines du Midi des avantages des importations temporaires en franchise de certaines matières premières, avantages qui, dans le cas de la suppression de ce trafic, deviendront un monopole au profit des usines du Nord.

Il félicite l'auteur du mémoire d'avoir mis en lumière ce fait important que le régime des importations temporaires en franchise n'existe pas seulement en France, qu'il est également pratiqué, et sur une large échelle, dans les États industriels de l'Allemagne du Nord et du Midi. Seulement il eût été intéressant de recueillir des données certaines sur la question de savoir si, dans ces États, on applique, selon la nature des importations, le principe de l'équivalent ou de l'identique.

Le même membre fait des réserves sur les critiques dirigées par l'auteur du mémoire contre le mode d'appréciation de la valeur des exportations françaises. Il croit que l'administration des douanes fait de son mieux pour arriver à une détermination aussi rapprochée que possible de cette valeur, en appliquant aux colis, dont le contenu lui a été indiqué et dont elle a préalablement vérifié le poids, les prix arrêtés par la Commission des valeurs. Sans doute, l'application d'un prix moyen à des marchandises de même nature, mais de valeur souvent très-inégale, peut amener des sous-évaluations, des *mésévaluations* d'une certaine importance; sans doute encore, les exportateurs peuvent glisser, dans des colis de produits plus ou moins communs, des marchandises d'un grand prix sous un petit volume, ce qui arrive assez souvent, notamment pour nos exportations à la destination de l'Amérique du Sud; — sur ces deux points, il est d'accord avec M. Legoyt; — mais, en somme, ces causes d'erreur une fois reconnues, on peut dire que nos statistiques commerciales font connaître, avec une certaine exactitude relative, le mouvement réel de nos échanges.

M. Couillet croit pouvoir expliquer les inégalités relevées par M. Legoyt entre les quantités et les valeurs de nos exportations pour l'Angleterre, d'après les déclarations faites à la douane française, et les quantités et valeurs de ces mêmes exportations d'après la douane anglaise. Il est d'avis que, si, aux marchandises françaises reçues par cette dernière douane pour être consommées en Angleterre, on réunit celles qui ne font que traverser le Royaume-Uni pour se rendre à d'autres destinations, on arrive, à peu de chose près, au total déclaré à notre douane. Il a eu l'occasion de faire, il y a quelques années, un travail de cette nature, et il a obtenu des résultats très-satisfaisants.

Les écarts signalés par M. Legoyt pourraient d'ailleurs s'expliquer par cet autre fait que les états de la douane anglaise comprennent l'exercice financier finissant au 31 mars, tandis que les nôtres se rapportent aux 12 mois de l'année ordinaire.

M. Legoyt fait remarquer que les comptes rendus anglais paraissent se rapporter, comme les nôtres, à l'année commune ou ordinaire. En fait, ils ne contiennent aucune indication qui soit de nature à justifier l'opinion contraire de M. Couillet. Il en est autrement des comptes rendus financiers, en tête desquels on lit toujours cet avertissement que les faits de recettes et de dépenses qui vont suivre se rapportent à l'année financière finissant le 31 mars.

M. le docteur Juglar fait remarquer que le Bureau du commerce de Londres, n'ayant pu s'expliquer, par les raisons qu'invoque M. Couillet, les différences mises

en lumière par les deux douanes entre la valeur et les quantités des produits qu'échangent la France et l'Angleterre, a ouvert une enquête dans les deux pays sur les causes réelles de ces différences. Il a reçu, à Londres même et personnellement, des communications dans ce sens des employés supérieurs de l'administration anglaise.

M. Couillet est très-disposé à croire que, conformément aux chiffres officiels, nos échanges avec les États-Unis ont considérablement diminué par le double fait, d'une part, de la guerre de la sécession, de l'autre, de l'énorme aggravation du tarif douanier de l'Union reconstituée; mais il a des raisons de croire que ce tarif est souvent éludé par la contrebande, qui se fait, depuis quelques années, sur une très-large échelle.

Par suite de ce commerce interlope, toujours très-considérable dans les pays protectionnistes, il n'est pas possible de se faire une idée exacte du mouvement des échanges entre les divers États des deux mondes.

La séance est levée à la suite de cette discussion.
